



Photo : Ayatollah Khamenei
@wikimediacommons

Fiche Pays

Iran

Par :

Pablo Lechapelier - stagiaire à l'EISMENA

Édition :

**Lyna Ouandjeli - Chargée des
projets collaboratifs à l'EISMENA**

contact-eismena@eismena.com

www.eismena.com

INTRODUCTION

Contexte de la fiche pays : Le 28 septembre 2025, le Snapback rompt l'architecture du JCPOA, acte la fracture avec l'Europe et replonge l'Iran dans un isolement structurel qui recentre le pouvoir entre les mains du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI). L'économie bascule dans une "résistance" de survie en quasi-autarcie (rente, troc, circuits parallèles) qui finance l'État mais bloque toute réforme et accélère la pauvreté, l'exode des talents et la désaffection d'une société jeune et connectée. Sur le plan régional, Téhéran mise sur la dissuasion asymétrique (missiles, drones, cyber et relais non étatiques de l' « axe de la résistance ») pour compenser son exclusion du système occidental. Un récent pivot" vers l'OCS et les BRICS à l'Est, offre un répit géoéconomique au prix d'une dépendance accrue à la Chine et à la Russie, transformant l'autonomie revendiquée en tutelle de fait.

À l'intérieur, la recentralisation sécuritaire marginalise les réformistes, tandis que les revendications sociales (dont féminines), le détachement du religieux et l'espace numérique sapent l'autorité symbolique du régime théocratique. Cantonnée à un rôle de puissance "d'obstruction," Téhéran se trouve pour l'instant incapable de s'extraire d'une stagnation autoritaire qui empêche toute transformation pérène, à l'heure où tout les scénarios (durcissement militarisé, ouverture pragmatique, transition instable) convergent vers une même impasse tant que modernité sociale et légitimité politique restent irréconciliées.



Photo : Masoud Pezeshkian -
©Wikimediacommons



©Wikimediacommons

CONTEXTE INTERNATIONAL & SANCTIONS



Le 28 septembre 2025, l'activation par le trio européen « E3 » (France, Allemagne et le Royaume-Uni) du mécanisme de rétablissement automatique des sanctions de l'ONU, le Snapback, marque un tournant majeur depuis la signature du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) le 14 juillet 2015. **Cette mesure met fin au cadre juridique régissant le programme nucléaire iranien [1]** et illustre la rupture entre Téhéran et l'ordre multilatéral occidental. Elle **plonge l'Iran dans une logique d'isolement structurel, accélère la recomposition interne du pouvoir et renforce son réalignement stratégique** vers la Russie et la Chine.

Conçu comme une garantie pour les puissances occidentales, **le mécanisme de Snapback permet la réintroduction automatique des sanctions internationales en cas de violation substantielle par l'Iran.** Le JCPOA reposait sur un principe de réciprocité : Téhéran limitait son programme nucléaire (enrichissement plafonné à 3,67 %, stock d'uranium limité à 300 kg)[2] et acceptait un renforcement des inspections de l'Agence Internationale sur l'Énergie Atomique, tandis que **les sanctions économiques onusiennes et américaines étaient progressivement levées.** La fragilité de ce mécanisme a été déstabilisée par le retrait unilatéral des États-Unis en 2018, suivi d'une érosion entre 2019 et 2025. Les tentatives de réengagement européen sous l'administration Biden n'ont pas suffi à restaurer la confiance. Parallèlement, **Téhéran a intensifié l'enrichissement de son uranium, atteignant 20 % en 2021, puis 60 % en 2022,** tandis que les sanctions secondaires américaines empêchaient tout retour des investisseurs européens. **En mai 2025, les rapports de l'AIEA ont confirmé l'accumulation par l'Iran de plus de 400 kg d'uranium enrichi à 60 % [3],** ce qui a conduit les Européens à activer le Snapback. Cette décision officialise l'échec du multilatéralisme nucléaire et replace la question iranienne dans une dynamique de confrontation géopolitique [4].

Une rupture avec l'Europe

Le **Snapback a entraîné la rupture des liens diplomatiques avec les capitales européennes**. Alignées sur Washington, celles-ci ont suspendu les échanges économiques, bloqué la vente d'armes conventionnelles, gelé les avoirs du Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI) et interrompu la coopération scientifique [5]. Pour Téhéran, **cette séquence illustre l'échec d'une politique d'équilibre entre confrontation et ouverture**. Depuis 2021, la diplomatie iranienne tentait de préserver une marge d'autonomie [6] en multipliant les accords bilatéraux avec la Hongrie ou la Grèce, en maintenant des exportations pétrochimiques vers l'Italie et en participant à plusieurs forums culturels européens. Mais ces initiatives sont désormais caduques, les chancelleries européennes, sous la pression d'une opinion publique marquée par la répression du mouvement Femme, Vie, Liberté (2022), ayant durci leur position. Elles associent désormais la question des droits humains à celle de la prolifération nucléaire, renforçant encore la méfiance envers Téhéran. **Le retour des sanctions agit donc comme un verrou, isolant un peu plus l'Iran de ses derniers leviers diplomatiques occidentaux**. Face à cette situation, **le discours officiel iranien dénonce une « trahison historique » [7] de l'Europe**, tandis que le ministère des Affaires étrangères met en avant un **« tournant asiatique »**, présenté comme la nouvelle orientation stratégique du pays vers l'Est.

Un étouffement économique contrôlé

L'économie iranienne demeure largement étatisée et dominée par des entités para-étatiques, notamment les bonyads et les conglomérats du CGRI (Khatam al-Anbia, Ghadir Investment, Ansar Bank), qui contrôlent les secteurs stratégiques de l'énergie, des infrastructures, des télécommunications et du commerce. Le retour du Snapback accentue l'asphyxie économique :

- 1 Chute des exportations pétrolières sous le million de barils par jour (1,4 million au premier semestre de 2025 tombe sous le seuil du million dès octobre 2025) [8].
- 2 Dévaluation du rial de plus de 35 % sur trois mois, inflation supérieure à 45 %.
- 3 Paupérisation de près de 40 % de la population.

Le régime s'appuie sur une **« économie de résistance » (*eqtesad-e moqâvemati*)**, doctrine officielle fondée sur l'autosuffisance, la substitution aux importations et la régionalisation du commerce. **Cette stratégie mobilise des circuits parallèles complexes, incluant sociétés-écrans, exportations semi-clandestines et troc énergétique**, principalement avec la Chine, l'Inde, la Turquie et certains pays du Golfe. Si ce modèle garantit la survie macroéconomique, il limite considérablement la modernisation, accroît la dépendance au capitalisme militarisé et concentre les rentes au profit du CGRI et du clergé.

La corruption endémique et la captation des revenus par **les entités paramilitaires et organisations "caritatives" (bonyads)** empêchent toute redistribution équitable. Selon la Banque mondiale, près de 40 % de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, contre 27 % en 2017 [9].

Instrumentalisation politique du Snapback

L'activation du Snapback a renforcé le rôle central du CGRI et des institutions sécuritaires au sein du régime. **Le président Masoud Pezeshkian**, élu en 2024 sur un programme de réformes modérées, **se retrouve marginalisé face à la double tutelle du CGRI et du Conseil des gardiens de la Constitution**. Le pouvoir effectif se concentre désormais dans la cellule sécuritaire de la présidence, contrôlée par les Pasdaran et le ministère du Renseignement.

La République islamique connaît ainsi un glissement structurel : **la théocratie religieuse se transforme progressivement en théocratie militarisée, où le dogme sert à légitimer la coercition et à consolider le contrôle sur l'économie et la société** [10].

Cette centralisation sécuritaire permet de présenter les sanctions comme un acte d'hostilité extérieure, renforçant le récit de résistance nationale et légitimant la recentralisation du pouvoir exécutif.

Trois trajectoires futures se dessinent :

- Durcissement autoritaire et militarisation : renforcement du rôle du CGRI, marginalisation des technocrates, stabilité négative mais appauvrissement croissant.

- Ouverture pragmatique : négociations limitées pour alléger la pression économique sans remettre en cause la centralisation autoritaire.
- Transition instable : scénario hypothétique de changement institutionnel, dépendant de pressions internes et sociales.

AUTARCIE COMME MODE DE GOUVERNANCE



Photo : Drapeau de l'Iran - ©Canva

Economie rentière sous contrôle politico-militaire

L'économie iranienne reste largement étatisée et rentière. Le secteur public domine l'industrie, l'énergie et les infrastructures, tandis que les entités para-étatiques, en particulier les bonyads (fondations religieuses ou pseudo-caritatives), jouent un rôle central dans la redistribution et le contrôle social.

Placées sous la tutelle du Guide suprême, ces fondations fonctionnent comme des structures économiques autonomes, échappant à l'impôt et à tout audit public. Elles contrôlent entre 30 et 40% du PIB [11], notamment dans la construction, l'agroalimentaire et le commerce intérieur. Les bonyads et les conglomérats du CGRI (Khatam al-Anbia, Ghadir Investment, Ansar Bank) [12] contrôlent les secteurs stratégiques : énergie, télécommunications, finances, travaux publics et ports. **La rente pétrolière, les importations parallèles et les monopoles industriels servent à reproduire la hiérarchie politique, consolidant un capitalisme d'État militarisé.**

Contournement des sanctions et troc

Les **mécanismes de contournement reposent sur des sociétés-écrans, banques off-shore et transactions en devises locales. Le commerce pétrolier illégal et le troc énergétique [13] (pétrole contre produits chinois, céréales russes, composants indiens) sont essentiels à la survie financière de l'État.** Les zones franches de Kish, Qeshm et Chabahar jouent un rôle central, garantissant des rentrées de devises vitales pour le budget militaire et les subventions alimentaires. **Loin d'être marginale, cette économie parallèle est devenue un pilier du modèle économique iranien. Elle permet la survie macroéconomique, mais au prix d'une informalisation structurelle** : opacité généralisée, circuits financiers illégaux et affaiblissement du contrôle budgétaire. L'État iranien évolue ainsi dans un équilibre paradoxal : officiellement opposé au capitalisme mondial, mais dépendant de ses zones d'ombre pour assurer sa propre stabilité.

L' « économie de résistance »

Face à l'asphyxie économique, le pouvoir iranien met en avant une doctrine d'autonomie nationale fondée sur la résilience : l'économie de résistance, formulée par le Guide suprême Ali Khamenei en 2014. Elle repose sur trois principes — autosuffisance, substitution aux importations et développement endogène — mais sert avant tout à justifier le maintien d'un modèle fermé et centralisé, valorisant l'ingéniosité locale et le refus de dépendance extérieure.

La pandémie de Covid-19 puis la guerre en Ukraine ont permis au régime d'en illustrer la mise en œuvre : production nationale de vaccins, essor d'une industrie pharmaceutique semi-publique, et coopération technique renforcée avec la Russie et la Chine. Parallèlement, l'Iran a investi dans la pétrochimie, la métallurgie et la fabrication de drones militaires, présentés comme les vitrines d'un savoir-faire national sous embargo. **Ces succès partiels alimentent la rhétorique d'un pays résilient, capable de transformer la contrainte en avantage stratégique. Cependant, la portée de cette stratégie reste limitée.** L'économie de résistance fonctionne moins comme un projet de développement que comme un outil de légitimation politique, inscrivant la pauvreté dans une logique de sacrifice pour l'indépendance. **Dans un contexte d'inflation supérieure à 40 %, de chômage des jeunes au-dessus de 25 % et de fuite massive des capitaux, ce discours séduit de moins en moins la population** [14]. Selon le FMI, la croissance iranienne atteignait 2,5 % en 2024, mais s'est contractée de -1% en 2025 (-2% en 2026 selon un rapport de la Banque Mondiale de mai 2025) [15],

portée surtout par des exportations énergétiques non déclarées et une consommation intérieure artificiellement soutenue par les subventions.

Les effets sociaux de la crise : contrôle et désengagement

Les sanctions économiques ont profondément transformé la structure sociale iranienne, accentuant **les fractures internes et la dépendance au pouvoir**. Les classes aisées, étroitement liées aux élites religieuses et militaires, continuent de bénéficier de la rente économique et d'un accès privilégié aux devises étrangères. **À l'inverse, les classes moyennes subissent un effondrement durable de leur pouvoir d'achat et un blocage de leur mobilité sociale, nourrissant une désaffection politique croissante.** Celle-ci se traduit par des taux d'abstention record, dépassant 60 % lors des législatives de 2024 [16]. La jeunesse urbaine, plus éduquée et connectée, se détourne des institutions et exprime son malaise sur les réseaux sociaux, malgré la cybersurveillance renforcée du CGRI.

Ce modèle permet une gestion fine des populations précaires, mais au prix d'un coût politique élevé. En sacralisant la pénurie comme symbole de souveraineté, le régime creuse un fossé durable entre l'État révolutionnaire et une société urbaine modernisée. **La précarité, l'exil économique et le cynisme politique sont devenus les trois piliers d'un contrat social inversé**, où la loyauté n'est plus achetée par la prospérité, mais extorquée par la survie.

Un modèle soutenable mais pas durable

L'économie iranienne s'est adaptée à la contrainte au point d'en faire une norme structurelle. Cette résilience institutionnalisée explique la longévité du régime malgré plus de quatre décennies de sanctions et d'isolement international. Cependant, cette même capacité d'adaptation constitue désormais une limite systémique : **la dépendance à la rente pétrolière et à l'économie informelle empêche toute modernisation profonde.** Les progrès technologiques réalisés dans les drones militaires, le nucléaire civil [17] le nucléaire civil ou l'industrie pharmaceutique ne compensent ni la faible productivité, ni l'absence de gouvernance transparente, ni le retrait durable des investisseurs étrangers. **Le régime parvient ainsi à financer sa survie, sans être en mesure de construire son avenir.**



UNE PUISSANCE REGIONALE CONTRARIÉE

Depuis plus de deux décennies, la politique régionale de la République islamique d'Iran repose sur **une doctrine de résistance stratégique articulée autour de la dissuasion asymétrique et du soutien à des relais non étatiques au sein du monde arabe**. Le retour des sanctions onusiennes en 2025 n'a pas affaibli cette orientation : il l'a consolidée. **Privé de toute marge de négociation avec l'Occident, Téhéran cherche à convertir son isolement en levier d'influence**, tout en consolidant sa profondeur régionale. Cette stratégie, conçue et dirigée par le Corps des Gardiens de la Révolution islamique (CGRI), repose sur trois axes majeurs :

1. le renforcement militaire interne,
2. la projection de puissance via l'« axe de la résistance »,
3. et le pivot diplomatique vers l'Est.

La puissance militaire : un outil de dissuasion plutôt que de conquête

La puissance militaire iranienne mise moins sur la parité technologique ou la supériorité conventionnelle que sur la capacité à rendre toute confrontation coûteuse pour l'adversaire.



Photo : 2019 Isfahan Sepah pasdaran commander Inauguration 5
- ©Morteza Salehi for Wikimediacommons

Depuis les années 1990, sa doctrine a évolué vers un modèle hybride [18] combinant **forces régulières**, capacités balistiques et moyens asymétriques : l'Artesh (armée nationale) garde un rôle défensif et institutionnel pour la protection du territoire, tandis que le **CGRI incarne la dimension idéologique et offensive en contrôlant les forces aérospatiales, la marine du Golfe et la Force Qods, chargée des opérations extérieures**. Cette dualité entre institutionnalisation et révolution est devenue **la clef de la résilience militaire iranienne**. L'Iran possède aujourd'hui l'un des arsenaux balistiques les plus fournis de la région, avec des missiles à portée jusqu'à 2 000 km [19], produits localement via rétro-ingénierie (coréenne) puis transferts technologiques russes. À cela s'ajoutent un important programme de drones armés (séries Shahed, Mohajer, Arash), certains employés par la Russie en Ukraine, et un développement accéléré des capacités de cyberguerre et de guerre électronique, domaines dans lesquels le CGRI a fortement investi depuis 2020[20]. L'approche privilégiée est celle de la saturation : multiplication des vecteurs de frappe, dispersion des sites de lancement et intégration drones-missiles pour neutraliser la supériorité aérienne adverse. **La dimension nucléaire s'inscrit dans la même logique de dissuasion latente. Officiellement civil, le programme a atteint un niveau technique qui permettrait, en théorie, d'approcher la capacité de production d'une arme en quelques semaines sans franchir publiquement le point de non-retour.**

Cette ambiguïté sur les intentions nucléaires fonctionne comme un multiplicateur de puissance : elle force les adversaires à intégrer le risque d'escalade dans leurs calculs.

Projection géographique de « l'Axe de la résistance »

La présence régionale de l'Iran s'articule autour d'un réseau de partenaires armés et politiques formant l'« axe de la résistance ». Héritée de la guerre Iran-Irak, cette architecture s'étend aujourd'hui du Levant à la péninsule Arabique. Elle repose sur des alliances confessionnelles, économiques et militaires offrant à Téhéran une profondeur stratégique inédite sans recourir à une domination directe.

- **Liban** : le Hezbollah constitue le modèle le plus abouti de cette projection indirecte, alliant force militaire autonome et influence politique nationale.
- **Syrie** : l'intervention du CGRI et de la Force Qods a été déterminante dans la survie du régime Assad, assurant à Téhéran un corridor logistique et militaire vers la Méditerranée.
- **Irak** : l'influence iranienne s'exerce à travers la coordination des milices chiites du Hashd al-Shaabi, situées à la frontière entre appareil d'État et relais pro-iraniens.
- **Yémen** : le soutien aux Houthis transforme un conflit local en outil de dissuasion stratégique contre Riyad et Abou Dabi, exposés à des frappes de drones depuis la péninsule.

- Palestine : durant la guerre de Gaza (2024-2025), Téhéran a intensifié son appui au Hamas et au Jihad islamique, tout en évitant l'escalade directe avec Israël.

Ce maillage régional constitue une architecture de dissuasion plutôt qu'un projet impérial. L'objectif n'est pas l'expansion territoriale, mais la **neutralisation de tout containment occidental ou arabe.**

Cependant, cette centralité régionale a un coût : elle mobilise d'importantes ressources, nourrit les rivalités confessionnelles et alimente la perception d'un hégémonisme chiite, exploité par Riyad et Tel-Aviv pour justifier leur rapprochement stratégique.

L'ambivalence du rapprochement avec Riyad

L'accord de réconciliation entre l'Iran et l'Arabie saoudite, conclu en mars 2023 sous médiation chinoise, avait suscité l'espoir d'un apaisement régional. Deux ans plus tard, le bilan reste limité et ambigu. Les canaux diplomatiques ont été rouverts et les échanges économiques reprennent lentement, notamment dans les domaines du pèlerinage, de la sécurité maritime et de l'énergie[21]. Toutefois, **ce rapprochement demeure tactique** : Riyad cherche avant tout à contenir la menace houthiste et à protéger ses projets de Vision 2030, tandis que Téhéran y voit un outil de légitimation internationale. Aucune véritable convergence stratégique n'a émergé. Les **deux puissances continuent de s'affronter par acteurs interposés, et la méfiance structurelle reste intacte.**

La guerre de Gaza a révélé la fragilité de cette détente : si Riyad a maintenu un dialogue de façade, l'implication iranienne accrue auprès du Hamas a ravivé les lignes rouges saoudiennes. En définitive, la réconciliation sino-médiée n'a pas mis fin à la rivalité historique entre les deux pays ; elle l'a simplement reconfigurée en une compétition de légitimités au sein du monde musulman.

Le « pivot oriental »

Face à la fermeture occidentale, **l'Iran a accéléré son ancrage eurasiatique, cherchant à diversifier ses partenariats économiques et diplomatiques.** Son adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (2023) puis aux BRICS (2024) illustre ce basculement vers un ordre dit « post-occidental »[22], fondé sur la souveraineté et la non-ingérence. En pratique, cette orientation traduit surtout une dépendance accrue envers la Chine et, dans une moindre mesure, envers la Russie. **L'accord stratégique sino-iranien de 25 ans, signé en 2021 et accéléré depuis 2025, prévoit des investissements chinois massifs dans les secteurs énergétique, minier et portuaire.** En contrepartie, **Téhéran accorde à Pékin un accès privilégié à ses ressources pétrolières et à ses infrastructures de transport,** dont le port de Chabahar, maillon clé entre le corridor Nord-Sud et les routes de la soie maritimes. Cette coopération donne à la Chine une influence structurelle sur l'économie iranienne, tandis que l'Iran y voit une bouée de survie face à l'isolement occidental.

Cependant, la relation demeure asymétrique : **Pékin agit en partenaire transactionnel, non en allié politique, et évite tout engagement militaire direct pour ne pas s'opposer frontalement à Washington.** La coopération russo-iranienne obéit à la même logique. Téhéran fournit à Moscou drones, munitions et équipements en échange d'un soutien diplomatique et de transferts technologiques, notamment dans la défense aérienne[23]. Les **échanges énergétiques se sont renforcés, mais la concurrence sur les marchés asiatiques limite la profondeur de cette alliance.** L'Iran y occupe une position subalterne : celle d'un partenaire utile mais remplaçable, dont la dépendance énergétique renforce autant qu'elle restreint son influence. Enfin, **l'ouverture vers l'Inde et l'Asie centrale, axée sur les corridors de transport et d'énergie, demeure freinée par la prudence des acteurs régionaux face aux sanctions occidentales.** Le pivot oriental apparaît ainsi comme une intégration contrainte plutôt qu'un choix souverain : Téhéran rejoint les structures de l'Eurasie pour survivre, non pour peser réellement sur leur orientation.

Une puissance de dissuasion, et non pas de domination

L'Iran se trouve aujourd'hui dans une position paradoxale : indispensable à tout équilibre régional, mais isolé dans ses alliances. Sa capacité de nuisance lui confère un poids géopolitique certain, mais son modèle politique autoritaire et rentier limite son influence normative.

La puissance iranienne repose sur la prévention plus que sur la construction : empêcher son containment, sa marginalisation ou l'érosion interne du régime. Son appareil militaire et son réseau régional garantissent une stabilité négative, fondée sur la menace plutôt que sur la coopération. Cette posture atteint toutefois ses limites : la militarisation de la diplomatie, la dépendance à la rente pétrolière et l'isolement international forment les trois piliers d'une puissance contrainte : capable de bloquer, incapable de transformer.

Dans le contexte post-Snapback, **l'Iran demeure une puissance de résistance, non une puissance ascendante. Sa survie repose sur la capacité à maintenir l'équilibre entre autonomie stratégique et dépendance structurelle, dans une logique de résilience défensive plutôt que d'expansion.**



Photo : Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian and his Saudi counterpart, Prince Faisal bin Farhan Al Saud after signing a joint statement on the restoration of diplomatic relations, with Chinese Foreign Minister Qin Gang in the background.
©MehrNewsAgency

LA SOCIÉTÉ IRANIENNE



Photo : Iranian protesters on the Keshavrz Boulevard - Darafsh for
©Wikimediacommons

Démographie, éducation et fracture générationnelle

Avec près de 92 millions d'habitants en 2025 et un âge médian d'environ 32 ans, l'Iran reste une société jeune, mais engagée dans une transition démographique rapide. Le taux de fécondité, tombé à 1,7 enfant par femme[24], place le pays au seuil du non-renouvellement générationnel, un tournant majeur pour une République islamique longtemps fondée sur la valorisation de la natalité. **Cette baisse reflète la désillusion des jeunes ménages face à la crise économique et à la précarisation sociale** : le mariage recule, le chômage des diplômés dépasse 25 %, et la migration interne s'intensifie vers les grandes villes comme Téhéran, Ispahan ou Machhad. **Le pays affiche un taux d'alphabétisation supérieur à 90 %**[25], produisant une société hautement éduquée mais mal intégrée aux institutions nationales. Les universités iraniennes, nombreuses et performantes, forment chaque année des milliers d'ingénieurs et de chercheurs que le marché du travail saturé ne peut absorber. Cette inadéquation alimente un exode des talents : **plus de 1,5 million d'Iraniens qualifiés vivent à l'étranger**, constituant l'une des plus grandes diasporas scientifiques du Moyen-Orient. Le lien entre cette diaspora et le pays reste ambivalent : elle apporte un soutien financier et technologique, mais **véhicule aussi une influence culturelle critique vis-à-vis du régime**. La fracture générationnelle se manifeste aussi dans les pratiques culturelles. La jeunesse urbaine, connectée à Internet malgré la censure, adopte les codes d'une modernité globalisée, bien éloignés de la culture officielle. La télévision d'État, les prêches religieux et la rhétorique révolutionnaire n'occupent plus qu'une place marginale dans son imaginaire. Cette opposition entre culture vécue et culture imposée fragilise l'autorité symbolique du régime : la "génération Internet" (Gen Z) ne s'identifie plus aux valeurs de martyr, de résistance ou de pureté morale qui fondent le récit post-révolutionnaire.

Le rôle des femmes : d'une périphérie contestataire au cœur de la légitimité politique

Les femmes sont devenues l'un des principaux vecteurs de politisation dans l'Iran contemporain. Depuis les manifestations de 2022, réunies sous le slogan «Zan, Zendegi, Azadi» (*Femme, Vie, Liberté*), **la question féminine est passée du domaine moral au cœur de la légitimité politique.** Cette mobilisation s'inscrit dans un continuum historique : **elle prolonge les luttes pour l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la représentation politique, mais les relie désormais à la revendication de dignité individuelle et de liberté corporelle.** Le régime a répondu par la répression : durcissement du code vestimentaire, surveillance numérique accrue et multiplication des arrestations pour « non-respect du hijab » [26]. **Pourtant, la résistance quotidienne persiste :** retrait du voile dans les espaces semi-publics, création de réseaux de solidarité et usage du numérique comme espace d'affirmation. Largement portée par les classes moyennes urbaines, **cette désobéissance diffuse a profondément modifié les rapports sociaux sans renverser le pouvoir, en rendant visible la fracture entre la norme étatique et la réalité vécue.** Cette féminisation de la contestation a également **entraîné une propagation générationnelle.** Dans les universités et les milieux culturels, les femmes occupent désormais le premier plan des mobilisations civiques et associatives, articulant revendications sociales, écologiques et politiques.

Il en résulte un **féminisme iranien de résistance, non idéologique mais existentiel, qui délégitime la domination patriarcale au fondement de la rhétorique révolutionnaire.** S'il n'a pas encore produit d'alternative politique structurée, ce mouvement a déjà redéfini les frontières de l'espace public : l'acte individuel de désobéissance est devenu la nouvelle forme du politique en Iran.

L'espace numérique : émancipation et espace de surveillance

Le développement du numérique a profondément transformé la société iranienne. Avec **plus de 70 millions d'utilisateurs d'Internet et un taux de pénétration des smartphones supérieur à 85 %**, l'Iran est aujourd'hui l'un des pays les plus connectés du Moyen-Orient[27]. **Le régime, qui voyait d'abord cette expansion comme une menace, l'a progressivement transformée en outil de surveillance systémique.** Les Pasharan ont mis en place une infrastructure de contrôle algorithmique combinant filtrage des réseaux, traçage des transactions et manipulation de l'opinion publique. Cependant, cette **militarisation du cyberspace** n'a pas supprimé les usages dissidents. Elle a même favorisé la création d'un espace public parallèle, fluide et déterritorialisé via l'utilisation de VPN, où se développent discours critiques, satire politique et réseaux de solidarité.

Le cyberspace iranien incarne ainsi la dualité du pays : il est à la fois instrument d'oppression et lieu d'émancipation. Il a remplacé la rue comme principale scène politique, permettant la survie d'un débat civique malgré les contraintes autoritaires. Cette résilience numérique, soutenue par la diaspora, entretient une mémoire collective de la contestation que le régime, malgré la censure, peine encore à effacer.

Identités, religion et désaffection idéologique

L'un des changements les plus profonds en Iran concerne l'érosion du sentiment religieux institutionnel. **Le chiisme duodécimain, pilier idéologique de la République islamique, conserve son poids institutionnel[28], mais perd progressivement son influence culturelle.** Selon plusieurs enquêtes iraniennes indépendantes, **une majorité de jeunes ne s'identifie plus à une confession stricte et près d'un tiers se déclarent non pratiquants. Cette évolution ne traduit pas une sécularisation à l'occidentale, mais plutôt un repli du religieux vers la sphère privée et un rejet du discours moral d'État,** perçu comme saturé et hypocrite. Le clergé, autrefois acteur social central et médiateur incontournable, apparaît désormais comme une élite économique et politique déconnectée. **Sa bureaucratisation, associée à des affaires de corruption, a largement affaibli sa crédibilité et son autorité morale.** En parallèle, **un patriotisme culturel d'inspiration perse gagne du terrain face à la référence islamique.**

La littérature classique, la fierté linguistique et la mémoire pré-islamique deviennent des repères identitaires alternatifs, tolérés mais porteurs d'une charge subversive. **Ce glissement identitaire n'implique pas une rupture ouverte avec la République islamique, mais il en sape le socle idéologique :** l'État ne peut plus prétendre incarner une unité spirituelle nationale. Le consensus de 1979, fondé sur l'alliance du nationalisme et du religieux, s'est ainsi effrité. Il laisse place à une coexistence de loyautés fragmentées — nationales, ethniques, générationnelles ou économiques — que le régime tente désormais de maintenir par la coercition plutôt que par l'adhésion.

Une société en tension : résilience et survie individuelle

Le principal trait de la société iranienne contemporaine est sa capacité d'adaptation sans participation. **Confrontés à l'inflation, à la censure et à la surveillance, les Iraniens développent des stratégies de survie individuelles :** recours à l'économie informelle, entraide communautaire, émigration temporaire ou contournement numérique. **Cette résilience sociale, loin de fragiliser le régime, en prolonge paradoxalement la durabilité :** elle empêche l'effondrement sans restaurer la légitimité politique.

L'État conserve ainsi son contrôle administratif et sécuritaire, mais gouverne une société désenchantée, qui ne croit plus en lui. Ce décalage profond produit une stabilité négative, où la peur, la fatigue et le repli.

Dans cette configuration, la société iranienne apparaît comme le miroir **inversé du pouvoir: jeune, plurielle, inventive, mais sans horizon collectif. Le régime, quant à lui, s'appuie sur cette dispersion pour maintenir son autorité, tout en sachant que son avenir dépend de la capacité à encadrer cette vitalité sans la détruire.** L'enjeu fondamental n'est plus la révolte, mais la désaffection silencieuse : un processus d'érosion de la croyance politique qui, s'il se poursuit, pourrait s'avérer plus corrosif pour la République islamique que toute opposition ouverte.

Conclusion

À court terme, le scénario le plus probable demeure une stagnation autoritaire à géométrie variable : un régime durci dans ses structures, adaptatif dans ses méthodes, capable de résister sans se transformer. L'Iran continuera de mobiliser le discours de résistance pour justifier la fermeture politique, tout en négociant ponctuellement avec ses adversaires pour éviter l'asphyxie totale. Cette capacité d'équilibrisme – répression à l'intérieur, dissuasion à l'extérieur, dialogue sélectif avec l'Est et le Sud – prolongera la durée de vie du régime, sans pour autant lui offrir de solution viable et pérenne.

La République islamique entrera ainsi dans une phase de conservation autoritaire, où le maintien de l'ordre primera sur toute ambition de puissance. En définitive, l'avenir de l'Iran dépendra moins des rapports de force régionaux que de sa capacité à redéfinir la nature de sa puissance. La République islamique a survécu à toutes les formes d'isolement en transformant la contrainte en doctrine. Mais cette économie politique de la résistance atteint ses limites : la résilience cesse d'être un signe de force lorsqu'elle devient une condition de survie. Sans réconciliation entre modernité sociale et légitimité politique, entre souveraineté et ouverture, l'Iran restera prisonnier d'une contradiction fondatrice : celle d'un État révolutionnaire condamné à gouverner une société post-révolutionnaire.

BIBLIOGRAPHIE

1 - «The Arms Control Association – European Countries Move to Restore UN Sanctions on Iran" - Arms Control Association - Kelsey Davenport - 29 septembre 2025 :<https://www.armscontrol.org/act/2025-09/news/european-countries-move-restore-un-sanctions-iran>

2 - The Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA) at a Glance»- Arms Control Association - Kelsey Davenport - 25 septembre 2025 :
<https://www.armscontrol.org/factsheets/joint-comprehensive-plan-action-jcpoa-glance>

3 - Restoring the JCPOA's Nuclear Limits – Arms Control Association – 17 mars 2022 – <https://www.armscontrol.org/factsheets/restoring-jcpoas-nuclear-limits>

4 - Time for Iran to make a no-enrichment nuclear deal - Bulletin of the atomic scientist - Siegfried S. Hecker, Abbas Milani - 08 juillet 2025 - <https://thebulletin.org/2025/07/time-for-iran-to-make-a-no-enrichment-nuclear-deal/>

5 - 10 Companies Leaving Iran As Trump's Sanctions Close In – Ellen R. Wald – Forbes - 6 juin 2018
<https://www.forbes.com/sites/ellenwald/2018/06/06/10-companies-leaving-iran-as-trumps-sanctions-close-in/>

6 - 100 Years of Diplomatic Ties Between Hungary and Iran – Ibolya Lubiczki – Hungarian Conservative - 02 juin 2025 – https://www.hungarianconservative.com/articles/culture_society/100-years-diplomatic-ties-hungary-iran/

7 - Iran slams U.S., Europe as nuclear deal sanctions set to snapback – Xinhua - People Daily – 28 septembre 2025 – <https://en.people.cn/n3/2025/0928/c90000-20371867>

8 - Trump says China can buy Iranian oil, but can Iran deliver? - Dalga Khatinoglu - Iran international - 26 juin 2025 - <https://www.iranintl.com/en/202506268637>

9 - Iran : Poverty and Inequality Platform - The World Bank

10 - How Iran evades sanctions and finances terrorist organizations like Hamas – Kimberly Donovan, Maia Nikoladze, Ryan Murphy, and Yulia Bychkovska - Atlantic Council – 26 octobre 2023 :
<https://www.atlanticcouncil.org/blogs/econographics/global-sanctions-dashboard-how-iran-evades-sanctions-and-finances-terrorist-organizations-like-hamas>

11 - Guardians of the Iranian Revolution: Clerical Authority, Bonyads, and the IRGC in Iran's Economic Landscape - Chase M. Toscano CUNY - Graduate Center - 06 juin 2025 :
https://academicworks.cuny.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=7409&context=gc_etds

12 - Beyond the IRGC: The rise of Iran's military-bonyad complex – Koert Debeuf - Clingendael – 2 octobre 2025
<https://www.clingendael.org/publication/beyond-irgc-rise-irans-military-bonyad-complex>

13 - Iraq-Iran fuel oil barter deal pays down debt backlog – Iraq Oil Report – 2 janvier 2025 :
<https://www.iraqoilreport.com/news/iraq-iran-fuel-oil-barter-deal-pays-down-debt-backlog-46859/>

14 - Populism, jihad, and economic resistance: Studying the political economy of Iran's resistance economy – S. Bazoobandi – DOMES - 25 septembre 2023

<https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/dome.12303>

BIBLIOGRAPHIE

15 - IMF revises up its 2024 economic growth forecast for Iran – Press TV – 22 octobre. 2024 : <https://www.presstv.ir/Detail/2024/10/22/735789/Iran-economic-growth-forecast-IMF-report>

16 - Iran election: turnout hits record low, hardliners maintain grip on parliament – Parisa Hafezi - Reuters – 4 mars 2024 : <https://www.reuters.com/world/middle-east/iran-election-turnout-hits-record-low-hardliners-maintain-grip-parliament-2024-03-04/>

17 - All engines of Iran's growth have stopped – Iran International – 22 sept. 2025 : <https://www.iranintl.com/en/202509228180>

18 - Iran's Military Doctrine – Michael Connell – Iran primer - 11 octobre 2010 : <https://iranprimer.usip.org/resource/irans-military-doctrine>

19 - Iran's advanced missile arsenal remains largely untapped – Ali Hamdan - Euronews – 21 juin 2025 : <https://www.euronews.com/2025/06/21/irans-advanced-missile-arsenal-remains-largely-untapped>

20 - What Iran's Drones in Ukraine Mean for the Future of War – Michael Knights & Alex Almeida – American Institute - 10 novembre 2022 : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/what-irans-drones-ukraine-mean-future-war>

21 - A year on, Beijing-brokered Saudi-Iran deal comes up short –Giorgio Cafiero - Atlantic Council – 10 mars 2024 : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/iran-saudi-arabia-china-deal-one-year/>

22 - Iran's Geopolitical Gamble in Turning to BRICS – Huzeir Ezekiel Dzulhisham - RSIS – 4 décembre 2024 : <https://rsis.edu.sg/rsis-publication/rsis/irans-geopolitical-gamble-in-turning-to-brics/>

23 - The Uncomfortable Reality of Russia and Iran's New Defense Relationship – Jeffrey Mazo & Amin Tehrani – War on the Rocks - 24 juillet 2024 : <https://www.warontherocks.com/2024/07/the-uncomfortable-reality-of-russia-and-irans-new-defense-relationship/>

24 - Iran faces unprecedented decline in fertility rates, experts warn – bne IntelliNews – 11 janvier 2025 : <https://www.intellinews.com/iran-faces-unprecedented-decline-in-fertility-rates-experts-warn-360883/>

25 - En Iran, le taux d'alphabétisation dépasse 96 %" - Tehran Times ; Iran close to eradicating illiteracy – Faranak Bakhtiari - Teheran Times - 7 septembre 2022 : <https://www.tehrantimes.com/news/476506/Iran-close-to-eradicating-illiteracy>

26 - Iran's new tactics to crush mandatory hijab resistance: business raids and surveillance – Center for Human Rights in Iran (CHRI) – 4 octobre 2025 : <https://iranhumanrights.org/2025/10/irans-new-tactics-to-crush-hijab-resistance-business-raids-and-surveillance/>

27 - Digital 2025: Iran – Simon Kemp - DataReportal – 3 mars 2025 : <https://datareportal.com/reports/digital-2025-iran>

28 - The Ascendancy of Secular Trends in Iran – Ali Sarihan – MDPI - 3 mai 2025 : <https://www.mdpi.com/2077-1444/16/5/592> ⁹